

Musulmans de Birmanie, un nettoyage ethnique passé sous silence

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4267 - Mercredi 6 septembre 2017 - Prix : 10 DA

Akbou/Béjaïa

Les habitants marchent «contre les ordures»

Page 24



Avec la pénurie générale touchant plusieurs wilayas

La crise de l'eau s'aggrave

Page 3

Les sanctions économiques : une alternative salubre

Par Mohamed Habili

Les Etats-Unis n'ont pas pu obtenir au niveau du Conseil de sécurité le complet isolement de la Corée du Nord, comme ils l'espéraient, dans l'idée fautive que les sanctions économiques sont une alternative à la guerre. Si cela ne dépendait que d'eux, le monde entier cesserait de commercer avec ce pays, jusqu'à ce qu'il consente à détruire de ses propres mains son arsenal nucléaire et autres missiles balistiques, c'est-à-dire tout ce qui fait qu'il n'a toujours pas été attaqué par eux. Si Pyongyang était assez naïf ou assez suicidaire pour se laisser convaincre de se désarmer lui-même, ce n'est pas son avenir qui serait assuré, mais sa mise à mort par des ennemis trop contents alors d'en finir à moindre frais avec lui. On aura remarqué combien les Occidentaux sont prompts de nos jours à recourir à l'arme des sanctions économiques. Rien que dernièrement, le Congrès américain en a adopté tout un paquet contre la Russie, l'Iran, et bien sûr contre la Corée du Nord. Trois pays particulièrement bien servis en la matière, et pas que de la part des Américains. Si aux yeux des pays qui les prennent, ces sanctions sont une alternative aux voies militaires, une contrainte, une violence mais qui n'entraîne ni morts ni blessés, en tout cas qui soient visibles, c'est quelque chose de bien plus grave que cela au point de vue de ceux qui les subissent. Passe encore qu'un pays ne veuille plus commercer avec un autre. C'est son droit après tout.

Suite en page 3

Une reprise sous le signe de la «qualité»

Rentrée des classes pour 9 millions d'élèves



Après deux mois de grandes vacances, la cloche a sonné pour les 9 millions d'élèves que compte le système scolaire algérien. Plusieurs défis attendent le secteur de l'éducation. Lire page 2

Partenariat entre formation professionnelle et entreprise

Des diplômés peu opérationnels

Page 3

«Layali El andalous»

La musique andalouse à l'honneur

Page 13

Une reprise sous le signe de la «qualité»

Rentrée des classes pour 9 millions d'élèves

■ Après deux mois de grandes vacances, la cloche a sonné pour les 9 millions d'élèves que compte le système scolaire algérien. Plusieurs défis attendent le secteur de l'Éducation.

Par Meriem Benchaouia

La rentrée scolaire, c'est aussi le grand retour sur la scène médiatique de la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrat. Elle promet de révolutionner le système scolaire, depuis sa nomination à la tête du secteur, elle ne cesse de le répéter. Plus que les années précédentes, la reprise s'annonce des plus stressantes pour la famille éducative, mais aussi pour les parents et les élèves. Et pour cause, l'année scolaire connaîtra quelques changements auxquels, enseignants, élèves et parents d'élèves doivent s'adapter. A cette occasion, la première responsable du secteur a affirmé qu'elle s'engageait à assurer à tous les élèves une éducation de base de «qualité», relevant dans le même contexte les efforts consentis par l'Etat algérien qui

En prévision de la rentrée sociale et scolaire Série de mesures sécuritaires de la Gendarmerie nationale

LE GROUPEMENT territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Alger a mis en place, à l'occasion de la rentrée sociale 2017-2018, une série de mesures sécuritaires pour garantir la sécurité et la quiétude des citoyens, a indiqué mardi un communiqué de ce corps constitué. Dans ce cadre, un plan spécial a été mis en place et qui prévoit notamment le renforcement des patrouilles déployées au niveau des autoroutes et des axes principaux et secondaires en vue de «faciliter la circulation routière», indique la même source. Des patrouilles pédestres et mobiles seront également déployées près des établissements éducatifs (écoles primaires, lycées, centres de formation professionnelle et instituts), outre la mise en place de points de contrôle au niveau des routes menant vers ces établissements, assure-t-on de même source. Le numéro vert 10 55 (7j/7 et 24h/24) et le site Internet «www.tariki.dz» demeurent à la disposition des citoyens pour demander de l'aide ou des informations sur l'état des routes et les prévisions météorologiques. Les usagers de la route sont appelés à «plus de vigilance, au respect du code de la route et des règles de la sécurité routière pour leur propre sécurité et celle des autres». **G. H.**

a fait de «l'éducation de ses enfants, tous ses enfants, une priorité nationale alors même que notre pays vit une conjoncture financière particulière». L'accent sera ainsi mis sur l'éducation comportementale, avec une contribution «active» du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, d'autant que le slogan choisi pour cette année scolaire est «Tous mobilisés pour une école citoyenne et de qualité». Elle a souligné également que son secteur prendra soin de développer un ensemble d'actions inscrites au plan d'action du gouvernement. L'essentiel de ces actions portera sur «l'amélioration de la maîtrise des langages fondamentaux au primaire, la réforme du système d'évaluation pédagogique, la généralisation progressive de l'enseignement de tamazight, l'amélioration de la gouvernance dans le système scolaire en poursuivant la numérisation du secteur, le renforcement de l'éducation à la citoyenneté et la mise en œuvre du programme national de formation en direction de tous les personnels». La nouvelle année scolaire est pédagogique en premier lieu et sera marquée par la poursuite des améliorations dans le secteur, à travers la parution de 30 nouveaux manuels scolaires parmi 37 pour les classes de deuxième année primaire et moyen et 6 cahiers d'activités. Pour cette année, des fiches d'accompagnement des élèves seront élaborées dans le cadre de la stratégie nationale du traitement pédagogique englobant les matières difficiles pour les élèves, notamment les mathématiques et la langue arabe, dont élaboration enregistre une bonne avancée, a indiqué la ministre.

Au plan administratif, encadrement pédagogique et gestion des ressources humaines, la ministre de l'Éducation a invité les directeurs de l'éducation à effectuer des visites de terrain afin de s'assurer de la disponibilité de l'encadrement, mais aussi pour veiller que les manuels scolaires parviennent aux élèves dans le temps requis. «Il vous faut créer les conditions optimales pour des concertations régulières et systématiques entre



PH.D. R.

l'administration scolaire et les partenaires sociaux, le même intérêt doit être accordé à la communication avec les médias. Pour ce faire, il importe d'informer constamment de toutes les décisions officielles», a indiqué la première responsable du secteur concernant le plan de la gestion de proximité et de la communication.

Pour ce qui est de l'encadrement pédagogique, la nouvelle année scolaire verra la mobilisation de 36 206 nouveaux enseignants, dont 26 197 enseignants issus de la plateforme numérisée, 10 009 enseignants admis lors du concours de recrutement de juin dernier, en sus d'enseignants diplômés des écoles normales supérieures et des enseignants titulaires.

En outre, la ministre a appelé à une collaboration étroite pour une implication plus accrue de tous les intervenants dans la mise en œuvre du programme intégré de pérennisation des cantines scolaires et le verse-

ment de la prime de scolarité spéciale de 3 000 DA dans les délais. Tous les moyens doivent être mis en œuvre en vue d'affiner la lutte contre la déperdition scolaire, notamment dans le cycle moyen et la prise en charge des enfants à besoins spécifiques.

Régularisation de 668 enseignants et promotion de 2 507 employés

Par ailleurs, la ministre a annoncé la régularisation de la situation de certains grades de l'éducation en suspens et qui touchent 668 enseignants et la régularisation de la question de la médecine du travail en application de la circulaire interministérielle de 2015 permettant aux médecins d'occuper des postes renforçant la médecine du travail au secteur de l'éducation, outre la promotion de 2 507 employés tels que les chauffeurs et les gardiens. «Le ministère a progressi-

vement pu régler nombre de déséquilibres enregistrés dans le secteur et remporter quatre succès dans le cadre d'un Conseil interministériel restreint présidé par le Premier ministre», a indiqué la ministre dans une allocation lors d'une rencontre avec les partenaires sociaux dont des syndicats et associations de parents d'élèves. M^{me} Benghebrat a réaffirmé que «la dérogation octroyée par la Fonction publique aux employés administratifs et pédagogiques, permettant l'exploitation des listes de réserves, a été obtenue en coordination avec le Premier ministre».

Dans ce cadre, la ministre a souligné qu'il était «impossible» de ne pas organiser des concours de recrutement externes jusqu'à l'exploitation définitive des listes de réserves, ajoutant que l'organisation de concours annuels permettait aux diplômés des universités d'y participer.

M. B.

Rentrée scolaire 2017/2018 à Tizi Ouzou

Plus de 215 000 élèves attendus

Ils seront 215 034 élèves à rejoindre les bancs de l'école ce mercredi à Tizi Ouzou à l'occasion du premier jour de la rentrée des classes pour le compte de l'année scolaire 2017/2018, soit 3 575 de plus que l'année dernière. Pour le premier palier, quelque 113 337 dont 16 507 en préscolaire et 19 226 en première année primaire. Alors que pour l'enseignement

moyen, ils seront 65 606 à regagner leurs collègues et 36 091 pour le secondaire. S'agissant des nouvelles structures éducatives à mettre en service à l'occasion de cette rentrée, la cellule de communication de l'éducation de la wilaya de Tizi Ouzou a précisé dans un communiqué qu'il sera question de la réception d'une école primaire à Tifrest dans la

commune d'Azeffoune et la transformation de deux collèges en lycées dont l'un dans la commune de Fréha. Au chapitre de la solidarité envers les enfants scolarisés issus des familles nécessiteuses, la même source a fait état de pas moins de 105 000 élèves qui bénéficieront de l'aide de 3 000 DA en plus de la gratuité du livre scolaire. Toujours selon la direc-

tion de l'éducation de Tizi Ouzou, la distribution des livres des différents paliers se poursuit toujours et a atteint un taux de 70% en attendant la réception des lots de nouveaux manuels. A noter enfin que le coup d'envoi officiel de la rentrée scolaire 2017/2018 à Tizi Ouzou sera donné au niveau du lycée Hamki de la nouvelle ville. **Hamid M.**

Avec la pénurie générale touchant plusieurs wilayas

La crise de l'eau s'aggrave

■ Oran, Bouira, Tizi-Ouzou, Médéa, Skikda et surtout Annaba, aucune de ces grandes villes n'est épargnée par le manque d'eau. La crise d'eau courante sévit et ne cesse de s'aggraver. Malgré un Aïd sec et les nombreuses réclamations des citoyens un peu partout, les autorités tardent à réagir pour régler le problème.



Par Yacine Djadel

L'eau potable se fait rare dans de nombreuses régions du pays. Depuis plusieurs mois des communes entières sont restées sans eau au quotidien. En pleine saison estivale, où l'on en a plus besoin que d'ordinaire, les foyers sont privés d'eau courante. La colère et le ras-le-bol des citoyens n'a cessé de se faire entendre. Même durant les fêtes de l'Aïd el Kebir pas une goutte d'eau à la maison, nous ont confié certaines personnes. «S'il n'y avait pas l'eau de source qui nous a sauvé, encore un monde fou et faire toute une queue pour remplir sa jarre, je vous jure qu'il n'y a même pas de quoi faire un potage à la maison», a témoigné Halima, une mère de famille rencontrée à Tizi-Ouzou. Même chose dans la wilaya de Médéa,

où des milliers de foyers des communes d'Ouzera, Hannacha, Harbil et Draa-Smar ont été contraints, dès le début de l'été, à chercher d'autres sources d'approvisionnement en eau.

En raison des fortes perturbations enregistrées dans l'alimentation de ces foyers, le manque d'eau risque de persister. A Tizi-Ouzou les gens sont tellement désespérés qu'ils laissent toute la nuit leurs récipients collés aux parois des robinets, et ce, rien que pour quelques litres d'eau. Encore que celle-ci s'avère d'une couleur jaunâtre et a un arrière-goût ressenti par les usagers a installé un climat de panique générale chez les citoyens.

Ces derniers commencent à craindre pour leur santé malgré les assurances des autorités sanitaires et hydrauliques locales par rapport à la qualité

de l'or bleu. Ainsi au vu de cette conjoncture générale des plus désolantes que de laisser les gens sans eau en plein été, les protestations particulières ou collectives se font entendre chaque jour. A Oran, pas moins de 1 200 réclamations au sujet de perturbations et de coupures d'eau ont été enregistrées le jour même de l'Aïd El-Adha, a affirmé, lundi la direction de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR).

La chargée de communication de la SEOR, Amel Belgour, a indiqué que les perturbations ont été notamment enregistrées entre 10 h et 13 h du premier jour de l'Aïd dans plusieurs quartiers de la wilaya. Celles concernées sont les Lauriers roses et la Cité communale d'El-Othmania, Haï Louz, et M'dina Jidida. Le comble est que même les régions côtières telles que Boumerdès ou celles pourvues

de barrages hydriques ne sont pas épargnées. C'est le cas de Kedara située aux environs de Boumerdès.

Avec un barrage à côté les habitants sont, d'après des sources sûres, restés sans eau pendant 10 jours. Par ailleurs, parmi les régions les plus touchées par le phénomène, Annaba est de loin le lieu où il y a eu plus de conséquences sur la population. Pour cause, le complexe industriel d'El-Hadjar a été contraint de réduire sa productivité de moitié pour absence en quantités suffisantes d'eau. En somme, arriver à ce point et constater l'absence de toute manifestation des hauts responsables de l'Etat ne serait-ce que pour rassurer les citoyens laisse perplexes et somme toute n'arrive qu'en Algérie, pays où tout dysfonctionnement grave a pris des allures de normalité.

Y. D.

Partenariat entre formation professionnelle et entreprise

Des diplômés peu opérationnels

Inadéquation de la formation avec le marché du travail, qualité médiocre de la formation, quelques métiers proposés par ce secteur toujours boudés par les jeunes, sont autant de problèmes dont souffre le secteur de la formation professionnelle dans notre pays. Les ressources humaines restent le parent pauvre du secteur de la formation professionnelle. Pour cause, les stratégies pour le développer se focalisent uniquement sur la quantité des diplômés et non sur leur qualité et suivi réel sur le terrain. Il faut commencer par réformer les formateurs à partir de la base. C'est ainsi que l'on peut obtenir à long terme des résultats probants. La preuve, il n'y a qu'à voir comment les pays développés ayant suivi cette approche moderne ont réussi à adapter parfaitement les besoins de la formation professionnelle avec les exigences du marché

du travail. A cela s'ajoutent des métiers qui restent sans preneurs, à l'exemple de l'agriculture et du BTPH. Ces métiers considérés comme pénibles n'attirent pas les jeunes qui optent pour des secteurs prometteurs tels que l'informatique.

Mebarki introduit de nouvelles spécialités dans le champ du numérique

Pour réussir la prochaine rentrée professionnelle, prévue le 24 septembre, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebarki, a introduit des nouveautés dans son secteur.

En effet, de nouvelles spécialités ont été introduites dans le champ du numérique. Il s'agit essentiellement des spécialités applications multi plateformes, administrateur Datacenter, virtua-

lisation et d'autres spécialités qui seront sanctionnées par un certificat de qualification dans les domaines d'entretien de parcs et jardins, entretien et nettoyage urbain ainsi que de tri et de nettoyage en construction métallique.

Le premier responsable du secteur a indiqué que de nouvelles spécialités seront introduites dans le champ du numérique, précisant qu'elles concernent des secteurs dynamiques et qu'elles répondent aux besoins de l'économie nationale.

La réalisation du développement économique en matière de ressources humaines qualifiées et l'insertion facile des diplômés de la formation professionnelle dans le marché de l'emploi constituent des priorités pour le secteur, ce qui nécessite «la modernisation et l'actualisation des méthodes de métiers et des

techniques pour répondre de manière rapide et efficace aux besoins socio-économiques actuels», a indiqué le ministre.

Ainsi, les offres de formation seront réparties en fonction de la formation et sur la base des spécialités contenues dans la nomenclature officielle de la formation professionnelle, dira Mebarki, ajoutant que des spécialités liées aux métiers de l'industrie, de l'agriculture et du BTPH sont prévues en tant que filières relevant des secteurs vitaux pour la relance de l'économie nationale.

Le ministère a également introduit des spécialités liées aux métiers de l'eau et de l'environnement dans 41 wilayas, aux énergies renouvelables dans 22 wilayas et à la télécommunication dans 33 wilayas.

Louiza Ait Ramdane

LA QUESTION DU JOUR

Les sanctions économiques : une alternative salubre

Suite de la page une

Mais par sanctions les Occidentaux n'entendent pas que la rupture des échanges portant sur des biens physiques. Ceux qui en sont frappés deviennent des sortes de parias, exclus en partie ou totalement du système bancaire international. Même les pays avec lesquels ils sont encore dans les meilleurs termes peuvent être tentés de rompre avec eux, de peur qu'eux-mêmes s'attirent les foudres des Occidentaux, maîtres sans partage du système financier international. En ce moment même le Qatar est sous le coup de ce genre de sanctions, décrétées par quatre pays arabes. Mais comme il est ami avec les grands maîtres de la finance globale, il ne risque pas de se trouver au ban de la communauté internationale. Un pays mis à l'index au plan financier est un pays bien plus sûrement coupé du monde que si tous ses débouchés étaient fermés, que s'il était matériellement assiégé de tous les côtés. Parmi les idées soulevées par les dirigeants américains pour punir la Corée du Nord, il y en avait une qui sûrement a retenu l'attention de tout le monde, c'est celle de sanctionner non seulement ce pays mais également ceux qui n'en faisant qu'à leurs têtes continueront d'échanger des biens et des services avec lui. La globalisation permet à ceux qui la dirigent de faire faire aux autres ce qui leur répugnerait le plus. Quand les Américains prennent des sanctions spécifiques contre un pays, ils entendent qu'elles soient respectées par tout le monde. Autrement, c'est d'abord eux-mêmes qu'ils pénaliseraient, c'est à eux-mêmes qu'ils nuiraient le plus. Celles des entreprises étrangères qui continuent de faire des affaires avec le pays sanctionné tombent sous le coup de leurs mesures, ce qui peut leur coûter le gel de leurs comptes, leur excommunication autant dire, ce qu'il y a de pire. Des pays disposant d'un moyen de coercition aussi puissant, on comprend qu'en toute occasion leur premier réflexe est d'éviter la guerre, ses horreurs et ses incertitudes. Un strict blocus commercial, placé sous le contrôle vigilant de la finance internationale, elle-même bien tenue en laisse par la Fed, c'est bien plus propre et efficace qu'une guerre. Plus ravageur aussi, et cela ne nécessite pas même l'envoi d'un soldat.

M. H.

Victimes d'un véritable apartheid en plein XXI^e siècle

Musulmans de Birmanie, un nettoyage ethnique passé sous silence

■ *Victimes d'un nettoyage ethnique diligenté par le régime birman et les milices birmanes dans l'Etat de Rakhine, les Rohingyas, minorité musulmane en Birmanie, continuent de se faire massacrer sous le silence impérial de la communauté internationale qui reste sourde et muette. Fuyant les exactions, pas moins de 123 600 Rohingyas, forcés à l'exode, se sont réfugiés au Bangladesh depuis le 25 août dernier, selon les dernières estimations de l'ONU.*

Par Lynda Naili

Plus de 123 600 Rohingyas ont fui les violences en Birmanie pour se réfugier au Bangladesh voisin, a annoncé hier l'ONU. Un pic a été atteint ces dernières 24 heures,

**Futur abri de pêche de Kristel
Des professionnels de la mer réclament une deuxième jetée**

DES PROFESSIONNELS de la mer continuent à réclamer la construction d'une seconde jetée à l'abri de pêche de Kristel, dont le projet de réalisation n'a toujours pas été achevé, a indiqué le directeur de wilaya d'Oran de la pêche. L'étude de réalisation de cet abri de pêche situé à l'est d'Oran prévoit une seule jetée, laissant le port exposé en cas de vent ouest, ce qui constitue un danger pour les professionnels de la mer, a souligné Mohamed Bengrina, ajoutant que ces réclamations ont été transmises à la direction des travaux publics qui a promis de se pencher sur la question. Le directeur de la pêche a en outre déploré le grand retard accusé dans la réalisation de cette infrastructure, dont les travaux ont été lancés depuis plus d'une dizaine d'années et qui aurait été «un plus» pour les professionnels de la pêche. Ce projet est fort attendu vu son impact socio-économique, qui permettra le développement de la pêche artisanale au niveau de la côte Est d'Oran où vit une importante population ayant le pied marin, a-t-il noté. La pêche artisanale est l'une des priorités du programme «Divico 2», lancé par le ministère de la Pêche et financé par l'Union européenne, a-t-il rappelé. Questionnée en marge d'une visite du wali d'Oran, la directrice locale des travaux publics s'est contentée d'indiquer que le taux d'avancement du projet de réalisation de l'abri de pêche en question avoisine les 70% et que la prochaine étape concerne la réhabilitation des falaises. Toutes les tentatives de l'APS pour avoir des réponses au sujet d'une éventuelle jetée secondaire et les raisons du retard dans la finalisation du projet d'abri de pêche ont été infructueuses. **A. F./APS**



PHOTO

avec quelque 37 000 réfugiés qui ont passé la frontière en une seule journée. «Les gens sont installés dans des camps de réfugiés, sur les routes, dans les cours d'école et même dehors. Ils défrichent pour créer de nouveaux refuges. L'eau et la nourriture vont manquer», a déclaré Nur Khan Liton, célèbre militant des droits de l'homme au Bangladesh. Les précédents chiffres, avant-hier, faisaient état de quelque 87 000 Rohingyas à avoir fui au Bangladesh. L'ONU a dénoncé des abus «systématiques» contre la minorité musulmane Rohingya. Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme a déclaré hier que des décennies de violations «systématiques» des droits des musulmans Rohingyas étaient à l'origine de la flambée de violences en Birmanie que les autorités auraient pu empêcher. «Des décennies de violations persistantes et systématiques des droits de l'homme, y compris les très brutales réponses sécuritaires aux attaques depuis octobre 2016, ont presque certainement contribué à alimenter un extrémisme violent, dont personne ne sort vainqueur», a estimé le Haut-Commissaire. Considérés depuis des décennies comme les parias de la Birmanie, les Rohingyas sont

victimes depuis plus de trente ans d'un véritable apartheid avec l'interdiction de circulation, de travail, accès limité aux soins et la l'éducation... Marginalisés, les musulmans Rohingyas (un million de personnes) sont assiégés et aucun journaliste ne peut s'y rendre de façon indépendante. Plus de 400 000 réfugiés Rohingyas vivent déjà au Bangladesh dans des conditions très précaires.

Des images d'horreur flambent la toile à travers le monde

Sur le terrain, une grande tension règne en Birmanie depuis plus d'une année où un génocide en bonne et due forme est perpétré à l'encontre de la minorité musulmane du pays par le régime birman et les milices bouddhistes birmanes. Depuis vendredi dernier, plus de cent morts sont tombés dans des affrontements entre Rohingyas et forces de l'ordre. Des images d'horreur montrant l'atrocité des crimes commis sans distinction sur des enfants, des femmes et vieux Rohingyas, flambent la toile à travers le monde entier. Hormis des commentaires d'indignation et de colère extrême, grand nombre d'internautes

ont demandé à ce que le Premier ministre birman, Aung San Suu Kyi, soit destituée de son prix Nobel de la paix. Une tension qui avant-hier est encore montée d'un cran lorsque Aung San Suu Kyi, que devra rencontrer le pape François lors de sa visite prochaine en Birmanie, a accusé les Rohingyas qui ont décidé de s'armer dans l'ouest du pays de «terroristes». Une position qui lui aura valu de vives critiques à l'étranger pour sa gestion du dossier Rohingya. Suite à quoi, les rebelles Rohingyas de l'Arakan Rohingya Salvation Army (ARSA) ont démenti ces accusations, incriminant l'armée birmane de «se faire accompagner d'extrémistes» bouddhistes, qui «mettent le feu aux maisons». Dans ce contexte, face à la montée du nationalisme bouddhiste ces dernières années qui a attisé l'hostilité à leur encontre, avec des affrontements meurtriers, une commission internationale dirigée par l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a appelé la Birmanie à donner plus de droits aux Rohingyas, faute de quoi cette minorité risquait de «se radicaliser».

Au moins 250 000 personnes sont privées d'aide alimentaire

En outre, au moins 250 000 personnes sont privées d'aide alimentaire dans le nord-ouest de la Birmanie où les distributions du Programme alimentaire mondial (PAM) ont été suspendues en raison de l'instabilité dans la région où la persécution continue contre les Rohingyas. «Toutes les opérations d'aide alimentaire en Etat Rakhine ont été suspendues depuis le début des attaques ce qui affecte 250 000 déplacés et autres populations vulnérables», a expliqué samedi dernier Pierre Peron, porte-parole du bureau des Nations unies pour la coordi-

nation des affaires humanitaires, cité par l'AFP. Dans cette région, que l'on estime à 120 000 Rohingyas vivent dans des camps à Sittwe depuis les violences dont ils sont victimes.

«Silence, on tue»...

Pendant ce temps, hormis l'ONU qui s'en tient pour l'instant qu'aux appels et à la dénonciation de ces crimes, dans l'attente d'une véritable action onusienne, et la Turquie qui a officiellement réagi, la communauté musulmane, y compris l'Arabie saoudite, censée être la gardienne des deux Lieux saints de l'islam et des musulmans, excelle dans un mutisme scandaleux. Le même mutisme est également observé par les différentes ONG prétendant défendre les droits de l'homme et des opprimés. Ainsi, Recep Tayyip Erdogan, président turc, pointe du doigt la communauté internationale qui demeure «sourde et aveugle» face à la tragédie des Rohingyas. Et de qualifier, dans une interview télévisée en direct à l'occasion de ses trois ans à la présidence, l'exode forcé de ces derniers vers le Bangladesh d'«événement extrêmement douloureux». Aussi s'est-il engagé à aborder cette question devant l'Assemblée générale des Nations unies le mois prochain. Par ailleurs, de grandes manifestations en Tchétchénie ont eu lieu avant-hier pour protester contre les violences visant des musulmans Rohingyas et appelant à «arrêter le bain de sang», que «les coupables soient châtiés et qu'une enquête pour crimes contre l'humanité soit lancée». De plus, près d'un millier de musulmans s'étaient déjà rassemblés à Moscou dimanche dernier pour prier devant l'ambassade de Birmanie, lors d'un rassemblement non autorisé par les autorités et étroitement surveillé par la police. **L. N.**

Tizi Ouzou

Un violent incendie de forêt a menacé deux villages dans la région de Maatkas

Les villages de Bouhamdoune de Maatkas et Agouni Boufal de Souk El-Thenine (30 km au sud-ouest de Tizi Ouzou) ont été menacés par un violent incendie de forêt, lundi en fin d'après-midi. Un feu de forêt s'était déclaré peu après 15 heures et n'a été circonscrit qu'en début de soirée. Les habitants de ces deux villages, appuyés des éléments de la Protection civile, ont lutté contre

cet incendie pendant plus de 5 heures pour épargner les habitations se trouvant à quelques mètres des flammes. La Protection civile a mobilisé d'importants moyens humains et matériels, a-t-on précisé dans un communiqué de presse rendu public dans la soirée d'avant-hier. «13 engins anti-incendie de la Protection civile, deux ambulances, deux engins des services des forêts, trois camions ravi-

tailleurs de la Protection civile, de l'Algérienne des eaux et de la commune et des citernes tractables de privés volontaires et citoyens ont été mobilisés», a précisé la même source. Ce n'est qu'aux environs de 21 heures que l'incendie a été maîtrisé et circonscrit. Néanmoins, un dispositif de surveillance a été maintenu sur les lieux pour parer à toute éventualité. Toujours selon la même source, durant la

journée du lundi, pas moins de 24 départs d'incendies de forêt ont été enregistrés à travers la wilaya de Tizi Ouzou, à la faveur de la hausse du mercure. Les localités les plus affectées par ces feux sont : Ain Zaouia Boudjima, Aghrib, Yakourene, Imsouhel, Beni Zemenzer, Souk El Thenine et Azazga.

Hamid M.

Pétrole

Le Brent à 52,44 dollars

■ Les prix du pétrole augmentaient légèrement hier en cours d'échanges européens dans un marché retrouvant sa stabilité après la tempête Harvey. A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 52,44 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 10 cents par rapport à la clôture de lundi.

Par Safia T.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'octobre gagnait 51 cents à 47,80 dollars. L'Arabie saoudite a relevé ses prix pour le pétrole à destination de l'Asie en octobre, ont noté plusieurs analystes. L'Arabie saoudite a réaffirmé sa volonté d'«effectuer l'introduction en Bourse de 5% d'Aramco», qui est le géant pétrolier national, en plus «le pays s'est tenu à son objectif de limitation des exporta-

tions en août, qui ont atteint leur plus bas depuis 2010», a souligné un analyste. Le prix des actions des grands groupes pétroliers dépend en grande partie du prix du pétrole, et l'introduction en Bourse d'Aramco, dossier crucial pour l'Arabie saoudite, est généralement perçue comme la principale raison des efforts du géant pétrolier pour faire remonter les prix coûte que coûte. D'autre part, les analystes notaient que les raffineries du sud des Etats-Unis, dont l'immobilisation par la tempête Harvey avait plombé les cours du brut, repartaient plus vite que prévu.



«Le jour férié du Labour Day a marqué la fin de l'été, que les Américains passent sur les routes, donc le marché devrait

arrêter de scruter l'essence d'aussi près», ont par ailleurs expliqué des analystes. Cependant, un autre phénomène climatique pourrait jouer sur les prix du pétrole.

«L'ouragan "Irma" se dirige vers la Floride, et pourrait éventuellement se tourner vers l'Ouest et la Louisiane», a prévenu un analyste, qui estime cependant qu'«il y a plus de raisons de penser qu'Irma va faire grimper le prix du jus d'orange que celui de l'essence».

S. T./Agences

Projets de partenariat économiques en cours de maturation

Youcef Yousfi s'entretient avec l'ambassadeur de France

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, s'est entretenu à Alger avec l'ambassadeur de France en Algérie, Xavier Driencourt, des différents projets de partenariat économiques, en particulier ceux en cours de maturation, a indiqué un communiqué du ministère. L'entretien a permis

de procéder à une évaluation globale de la coopération bilatérale dans les secteurs de l'industrie et des mines et d'examiner les moyens de la consolider davantage. Les deux parties ont mis en exergue le renouveau que connaît la relation bilatérale, notamment dans le domaine économique

depuis la visite d'Etat qu'a effectuée en Algérie l'ancien président français, François Hollande, en décembre 2012. A l'occasion de cette rencontre, le ministre a rappelé les grands axes de la nouvelle vision économique de l'Algérie axée sur la promotion de l'industrie pour contribuer à la diversification

de l'économie nationale. Il a également exprimé à son interlocuteur sa disponibilité à soutenir les partenariats entre les opérateurs économiques des deux pays, en souhaitant voir les entreprises françaises saisir davantage les opportunités qu'offre l'économie nationale.

Salem K.

Changes

L'euro recule face au dollar

L'euro reculait hier face au dollar sur un marché attentif de la réunion de la Banque centrale européenne (BCE) qui se tiendra jeudi en apportant de plus amples informations sur le programme de rachat d'actifs. En fin de matinée, l'euro valait 1,1883 dollar contre 1,1919 dollar lundi après-midi. La devise européenne baissait face à la devise nipponne, à 130,05 yens contre 130,62 yens lundi soir. Le dollar aussi reculait face à la monnaie japonaise à 109,44 yens contre 109,60 yens la veille au soir. «Le marché de l'euro avance à tâtons car les attentes que la BCE agisse dès sep-

tembre s'évaporent, remplacées par des prévisions d'un plan de sortie du programme de "quantitative easing" (programme de rachat d'actifs), ayant été présentée en octobre», a expliqué un analyste. «Certains analystes s'attendent à ce que le président de la BCE, Mario Draghi, s'efforce de limiter les gains de l'euro lors de la conférence de presse qui se tiendra après la réunion. D'autres estiment que l'euro fort n'aura pas d'effet sur les prévisions d'inflation de la BCE. La confusion règne», ont-ils résumé. La BCE pourrait profiter de la croissance européenne renaissante pour limiter son pro-

gramme et normaliser son bilan monétaire, mais la vigueur de l'euro pourrait faire grimper les prix et plomber une inflation déjà faible en zone euro. Du côté du dollar, la politique monétaire était également au menu des cambistes, car la Réserve fédérale américaine (Fed) fait face au même dilemme que la BCE. Enfin, les valeurs refuge, comme l'or, le yen et le franc suisse, restaient à des niveaux élevés, alors que les tensions entre Corée du Nord et Etats-Unis ne se sont pas apaisées. Suite à un sixième essai nucléaire de Pyongyang, le plus puissant à ce jour, les Etats-Unis, avec leurs alliés européens

et japonais, ont annoncé lundi négocier de nouvelles sanctions sévères de l'ONU contre la Corée du Nord. Hier matin, la livre britannique montait face à l'euro, à 91,92 pence pour un euro, et reculait face au dollar, à 1,2926 dollar pour une livre. La monnaie suisse se stabilisait face à l'euro, à 1,1412 franc pour un euro, et reculait face au dollar, à 0,9604 franc pour un dollar. La devise chinoise valait 6,5509 yuans, après avoir atteint son plus fort en 16 mois à 6,5172 yuans aux premiers heures de mardi, contre 6,5309 yuans pour un dollar lundi après-midi.

F. L./APS

Zone euro
Les prix à la production industrielle stables en juillet

LES PRIX à la production industrielle dans la zone euro sont restés stables en juillet par rapport à juin, a annoncé l'Office européen des statistiques Eurostat. En glissement annuel, ils ont augmenté de 2,0% dans les 19 pays ayant adopté la monnaie unique (ZE19), par rapport à juillet 2016. En juin par rapport à mai, ils avaient reculé de 0,2%. La stabilité enregistrée en juillet par rapport à juin s'explique par des hausses des prix de 0,3% pour les biens de consommation non durables et de 0,1% dans le secteur de l'énergie, tandis que les prix sont restés stables pour les biens d'investissement et les biens de consommation durables et qu'ils ont baissé de 0,1% pour les biens intermédiaires, précise Eurostat. Dans les 28 pays de l'Union européenne (UE28), les prix à la production industrielle ont progressé de 0,1% en juillet par rapport à juin. Ils ont augmenté de 2,3% sur un an.

R. E.

Céréales

Les prix du blé stagnent toujours sur le marché européen

Les prix du blé restaient stables hier à la mi-journée sur le marché européen, à un niveau relativement bas. A la mi-journée, Euronext, la tonne de blé perdait 25 centimes à 155,75 euros sur l'échéance rapprochée de septembre et gagnait 1,50 euro sur décembre à 162,00 euros, dans un volume de quelque 6 000 lots échangés. Les niveaux de prix, qui restent très bas, engendrent de la réticence à la vente de la part de pro-

ducteurs, notent des analystes. Les pressions baissières sur le marché encouragées par la révision à la hausse de la production russe depuis lundi, sont aussi alimentées par une révision à la hausse de la production ukrainienne. Les exportations ukrainiennes de blé devraient s'élever à 16,5 millions de tonnes contre 15,5 millions de tonnes prévues précédemment. Pour le reste de la mer Noire, et les abondantes récoltes attendues dans cette

région, les mêmes analystes relève néanmoins des difficultés potentielles logistiques pour les exportations et l'acheminement des céréales en raison de la construction d'un pont de 19 kilomètres au détroit de Kertch qui reliera la Russie avec la Crimée d'ici à 2019. La construction de ce pont déjà entamée interrompt régulièrement la navigation des cargos entre les eaux de la mer d'Azov et celles de la mer Noire, la mer d'Azov étant

un lieu de passage important pour les grains russes. Certains exportateurs ont déjà prévu de déménager du port de Marioupol en Ukraine pour s'installer directement sur la mer Noire, notent Agritel. Côté mai, le marché est en très légère hausse à la mi-journée. La tonne gagne 0,50 euro sur novembre à 159,50 euros, et 1 euro à 164 euros sur janvier, dans un volume d'échanges d'un peu plus de 600 lots.

Agences

Blida / Projet des 7 000 logements de Sidi Sarhane

L'accélération des études des deux routes principales, un impératif

■ Le wali de Blida, Mustapha Layadhi, a insisté lors de l'inspection du chantier des 7 000 logements AADL de Sidi Sarhane à Bouinane (Blida), sur l'impératif d'accélérer les études de réalisation des deux routes principales devant relier cette zone de montagne au nord et au sud du pays.

Par Malek H.

« Les routes constituent des infrastructures de base d'importance dans le désenclavement des populations, notamment dans les nouvelles agglomérations urbaines », a indiqué le wali en marge d'une visite de travail dans les communes de la daïra de Bouinane (Chebli et Bouinane), soulignant l'impératif d'accélérer les études des deux routes principales devant relier cette zone montagneuse à l'autoroute pour la raccorder au nord et au sud du pays. Le directeur des travaux publics de la wilaya a expliqué au wali que les études relatives à ces deux routes requièrent « une durée d'au moins une année, au vu des aspérités de la région ». M. Layadhi a recommandé l'accélération des travaux des réseaux divers (électricité, AEP, assainissement) du projet AADL, dont le taux d'avancement est estimé à 16%, tout en instruisant les responsables de différents secteurs



(éducation, santé, affaires religieuses) en vue de se consulter à propos des sites d'implantation des structures relevant de leur secteur respectif. Le chantier des 7 000 logements AADL de Sidi Sarhane a été lancé en novembre 2015, pour une durée

de réalisation fixée à 28 mois. L'opportunité a donné lieu à une visite du wali de Blida au projet de réalisation de 520 logements publics locatifs (LPL) au village El Hosseinia, destiné à l'éradication de l'habitat précaire. Lancé en chantier en 2011, ce projet enre-

gistre un grand retard dans la réalisation des ses réseaux divers et routiers. Exprimant son mécontentement à l'égard de ce retard, le chef de l'exécutif a instruit l'entreprise en charge de la construction de parachever les travaux en question « au mois de

décembre au plus tard, sans quoi des mesures légales de circonstance seront appliquées ». M. Layadhi a également inspecté de nombreux projets de développement au niveau des deux communes suscitées, dont le revêtement des deux stades communaux de Chebli et Bouinane, avec un tapis synthétique et une usine privée de produits détergents et de papeterie employant plus de 700 travailleurs. A la fin de sa visite, le wali a présidé une rencontre au CFPD de Bouinane, où il s'est réuni avec les élus locaux et les représentants de la société civile qui lui ont présenté leurs doléances relatives, entre autres, à la surcharge des classes, l'aménagement des routes et la disponibilité de commodités vitales. Des élus lui ont également exposé le problème d'expropriation dans l'intérêt public pour la réalisation de la ville nouvelle de Bouinane, dont le wali s'est engagé à examiner le dossier.

M. H./APS

Bouira

Renforcement du réseau électrique pour une meilleure qualité de service

Le réseau électrique dans la wilaya de Bouira a été renforcé ces derniers jours par la mise en service d'une ligne moyenne tension d'un linéaire de 21 km et de 10 postes transformateurs (moyenne et basse tension), a indiqué un responsable à la Société de distribution du centre (SDC) de Bouira. Le réseau a été renforcé en effet par un apport supplémentaire de 21 km (moyenne tension), et 10 postes transformateurs (MT /BT) et ce, notamment à travers les régions qui ont connu des perturbations en matière d'alimentation en cette énergie indispensable, a expliqué à l'APS la chargée de la commu-

nication de la SDC de Bouira, Ouidad Benyoucef. La même responsable a tenu à signaler qu'une enveloppe financière de 100 millions de DA avait été allouée pour cette opération dont l'objectif est d'atténuer les effets spontanés de l'appel de courant électrique important en été suite à la sur-utilisation des équipements électriques notamment pour la climatisation et la réfrigération, a-t-elle souligné. « La réalisation de ce projet n'a pas été facile à cause des oppositions de tiers notamment dans le domaine de ce projet n'a pas été facile à cause des oppositions de tiers notamment. Pour ce programme, nous avons enregistré 6 oppositions dont 4 n'ont été levées que suite à l'intervention des autorités

locales, alors que deux persistent toujours », a encore expliqué Mme Benyoucef. « Ces oppositions, même quand elles sont levées, génèrent un retard important dans la livraison des ouvrages à l'exploitation et freinent la réalisation de nos programmes de développement », a ajouté la même responsable, citant à titre d'exemple le cas de Koudiat à Bechloul. En dépit de ces contraintes rencontrées à travers tout le territoire de la wilaya, la SDC de Bouira continuera toujours à mobiliser ses moyens et ses équipes pour répondre au mieux aux doléances de ses clients, a-t-elle assuré. En juillet dernier, le

réseau électrique avait connu aussi une opération de renforcement avec la mise en service d'une ligne électrique d'une capacité de 30 kilovolts et d'une longueur de 12 kilomètres. Cette ligne relie le poste de 220/60/30 KV de Thameur à celui nouvellement réalisé dans la ville de Bouira. L'objectif de cette opération est d'améliorer la qualité de service offert aux clients de la SDC à travers toute la wilaya. Ces projets sont venus à point nommé pour mettre un terme au problème de chutes de tensions enregistrées ces derniers jours à travers toute la wilaya.

Hatem D.

M'sila Réception de nouvelles infrastructures scolaires

LE SECTEUR de l'Education a été renforcé, dans la wilaya de M'sila, au titre de la rentrée scolaire 2017-2018 par la réception de plusieurs nouvelles infrastructures, ont indiqué les services de la wilaya. Dans le cycle secondaire, un lycée de 800 places pédagogiques sera réceptionné dans la commune de Khetout Sed El Djir, a précisé la même source, soulignant que cette infrastructure permettra de mettre fin au problème de surcharge de classes enregistré dans cette collectivité. Un nouveau collège d'enseignement moyen (CEM) sera également réceptionné dans la commune de M'sif, a-t-on indiqué, attestant que cet établissement permettra de soulager la pression exercée dans le palier moyen dans cette commune, où le taux d'occupation par classe demeure encore élevé avec plus de 40 élèves. Pour la rentrée scolaire 2017-2018, deux groupes scolaires au chef-lieu de wilaya, une demi-pension dans la commune de Bousaâda et des salles de sport aux lycées des communes Sidi Aïssa et Ouanougha, deux cantines scolaires à Djebel Messaad et Ain El Melh seront également réceptionnés, a-t-on conclu.

R.R.

Constantine

Production de près de 1,2 million de quintaux de céréales

La production céréalière enregistrée dans la wilaya de Constantine, au titre de la campagne agricole 2016-2017 a atteint 1,109 million de quintaux, a indiqué un cadre de la direction des services agricoles (DSA). En dépit du stress hydrique qu'a connu la wilaya notamment durant les mois de mars et avril derniers, « le secteur agricole a réalisé ses objectifs » en matière de production, a assuré le chef du service de la production agricole à la DSA, Djamel Bensseradj. Cette production est répartie sur 763 980 quintaux de blé dur, 253 540 quintaux de blé

tendre, 78 775 quintaux d'orge et 13 010 quintaux d'avoine, a précisé le même responsable, notant que le rendement moyen par hectare a atteint 14 quintaux. Jugeant le résultat « appréciable », il a souligné que « le professionnalisme des agriculteurs de la wilaya notamment dans le domaine du traitement de la terre, a permis de sauver la saison ». M. Bensseradj a cité, à titre d'exemple, la maîtrise de l'itinéraire technique de cette culture depuis le lancement de l'opération de labours-semences en plus du traitement approprié en engrais et semences des surfaces emblavées estimées à 80.

000 hectares. Le blé dur a eu la part du lion de la surface globale consacrée cette année aux céréales avec 52 380 hectares, suivi du blé tendre (20 460 hectares), l'orge (6 680 hectares) et 1 070 hectares ont été réservés à l'avoine, selon les statistiques établies par la DSA. L'organisation et la coordination entre les différents partenaires du secteur et les facilités accordées aux agriculteurs de la région notamment les crédits R'fig affectés au bénéfice de 1 849 céréaliculteurs, mobilisant près de 2 milliards de DA, ont également favorisé la réalisation

de cette récolte, ajoute la même source. Les aires de stockage locales de la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) au nombre de 13, ont réceptionné 895 657,20 quintaux provenant de cette production, a ajouté le même responsable, faisant savoir que les communes d'Ouled Rahmoune, d'Ain Abid et d'Ain Smara étaient les localités les plus touchées par le phénomène de la sécheresse. La wilaya de Constantine avait enregistré, au titre de la campagne agricole précédente, une production céréalière de l'ordre de 1,6 million de quintaux.

A. O.



Maroc

Les députés européens dénoncent le chantage exercé sur l'UE

■ De nombreux eurodéputés ont exprimé leurs «vives préoccupations» face aux atteintes aux libertés publiques au Maroc, aux violations des droits de l'homme au Sahara occidental, à l'accentuation des inégalités sociales et à la régression constatée en matière de respect des droits des femmes, dénonçant le chantage exercé par les autorités marocaines qui n'ont toujours pas accrédité la nouvelle chef de la délégation de l'UE à Rabat, plusieurs mois après sa nomination.

Par Amel D.

Qualifiant l'attitude marocaine concernant l'accréditation de l'ambassadeur de l'UE de «mauvais signe», l'eurodéputé espagnol, M. Jordi Solé qui s'exprimait lors d'une réunion consacrée à la présentation d'un compte rendu d'une mission au Maroc de la commission des Affaires étrangères (AFET) au Parlement européen, a estimé que cette attitude «ne va pas dans la bonne direction» pour l'avenir des relations UE-Maroc. Après plusieurs mois d'attente, la nouvelle chef de la délégation de l'UE au Maroc, Claudia Wiedey, n'a toujours pas reçu l'agrément pour prendre ses



PH. A. D. R.

fonctions officiellement à Rabat. Le Président de la Commission des Affaires étrangères (AFET), David McAllister, était contraint d'annoncer en séance le report d'un échange de vues à huis clos prévu le jour même (le 30 août dernier) avec M^{me} Wiedey, faute de son accréditation par le Royaume chérifien. Le Maroc veut utiliser cette carte pour exercer une pression supplémentaire sur l'UE dans le contexte de négociations entre les deux parties sur l'adaptation de l'accord d'association UE-Maroc aux dispositions prévues dans l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (Cjue) du 21 décembre 2016 qui a conclu que les accords d'association et de libéralisation UE-Maroc ne sont pas applicables au Sahara occidental, considéré par la Cour de justice comme un territoire «distinct et séparé». Le Maroc utilise également la carte migratoire comme levier de pression et de chantage sur l'UE, comme le relève les chiffres en constante augmentation de migrants clandestins transitant par le territoire marocain vers l'Europe, via l'Espagne. Le député européen

a souligné, d'ailleurs, que la visite de la délégation de la Commission AFET au Maroc en juillet dernier est intervenue dans un contexte de «crise dans le Rif, qui persiste encore», insistant sur l'impératif du respect des droits de l'homme, ainsi que de l'arrêt de la Cjue du 21 décembre 2016 et du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Abondant dans le même sens, l'eurodéputé Klaus Buchner a rappelé la nécessité d'appliquer l'arrêt de la Cjue, conformément aux principes qui régissent l'UE, et a dénoncé par la même occasion les violations des droits de l'Homme et les «actions marocaines extrêmement brutales» contre les sahraouis dans les territoires occupés, exhortant l'UE à «ne pas adopter la politique de l'autruche».

Attaques terroristes en Europe : connexion avec la filière marocaine

De son côté, l'eurodéputée française Patricia Lalonde a relevé, lors de sa visite au Maroc, un

recul notamment en matière de respect des droits des femmes, et a dénoncé la pratique grave de mariages précoces qui prévaut encore dans certaines régions du Maroc, que les autorités marocaines justifient par la pauvreté et la situation difficile de certaines catégories sociales. Elle a également mis en garde contre la radicalisation et les activités terroristes, rappelant au passage les derniers attentats de Barcelone et les liens avec la filière marocaine. L'eurodéputé espagnol Javier Nart a soutenu, de son côté, que «la plupart des terroristes sont marocains ou d'origine marocaine», estimant qu'il s'agit d'une situation «extrêmement grave qu'il faut prendre en compte», notamment le fait que de nombreux marocains ont rejoint les rangs du groupe auto-proclamé EI/Daech. Environ 1 600 Marocains combattant dans les rangs de Daech de retour de Syrie et d'Irak ont été enregistrés par les autorités marocaines, dont un quart sont des enfants, selon l'eurodéputé roumain, Cristian Dan Preda, qui reprenait des chiffres qui ont été communiqués à la délégation AFET par le ministre de l'Intérieur marocain à l'occasion de la visite. Par ailleurs, Javier Nart a dénoncé les inégalités sociales «criantes» au Maroc où le roi «brasse un pouvoir très large, qui vaut également pour le pouvoir économique», relevant que «la plus grande fortune marocaine est aux mains de la dynastie alaouite». Qualifiant le système marocain de «schizophrénique» dans lequel le roi joue un rôle «quasi théocratique», M. Javier Nart a mis en garde l'UE contre le fait d'être purement dans la «contemplation et de se pencher sur des réformes cosmétiques». De son côté, l'eurodéputée croate, Dubravka Suica, a déploré le nombre réduit de femmes occupant des postes de décisions. D'autres eurodéputés, à l'instar du Président de la sous-commis-

sion des droits de l'Homme, l'Italien Pier Antonio Panzeri, a mis l'accent sur la nécessité de demeurer vigilant par rapport à la situation qui prévaut au Maroc en accélérant le processus de réformes et en œuvrant à la résolution de la question du Sahara occidental.

A. D./APS

Tunisie L'UE réitère son soutien à la transition démocratique

LE COMMISSAIRE pour la Politique européenne de voisinage et les négociations de l'élargissement Johannes Hahn effectue une visite en Tunisie pour «réitérer le soutien l'UE à la transition démocratique» dans le pays, a annoncé la Commission européenne. Au cours de son séjour, le responsable européen rencontrera le président Beji Caid Essebsi, le Chef du gouvernement Youssef Chahed, le ministre des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui, et le président de l'Assemblée, Mohamed Ennaceur. M. Hahn va réitérer à ses interlocuteurs «l'engagement de l'UE à soutenir le peuple tunisien dans sa trajectoire vers une démocratie moderne fondée sur les libertés fondamentales et le développement socio-économique», précise la Commission. Il participera également à la signature d'accords de financement concernant des réformes de l'administration publique et des programmes de santé, et confirmera l'adoption du cadre de coopération financière et technique avec la Tunisie pour la période 2017-2020. Cette coopération se concentrera sur le renforcement de la règle de droit et la promotion de la bonne gouvernance. S. O.

Les tentatives marocaines toujours «vouées à l'échec», selon Messahel

LE MINISTRE des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a indiqué que les tentatives marocaines répétées contre la République arabe sahraouie démocratique (RASD) au sein de l'Union africaine (UA) seront toujours «vouées à l'échec», saluant la position de l'organisation panafricaine qui a «fait montre d'unité et de cohésion». Interrogé par des journalistes sur les agressions marocaines répétées contre les délégations sahraouies aux réunions de l'UA, M. Messahel a déclaré, en marge de l'ouverture de la session ordinaire du Parlement, que «les tentatives marocaines seront toujours vouées à l'échec comme celles de Malabo et en Mozambique». Le chef de la diplomatie a salué la position de l'UA à cet égard, soulignant que l'organisation panafricaine a «montré que l'Afrique est unie et parle d'une seule voix», rappelant que l'UA «compte actuelle-

ment 55 Etats, dont le Sahara occidental et le Maroc». La délégation de la RASD participant aux travaux de la réunion instaurée conjointe Japon-Afrique sur le développement de l'Afrique (TICAD-VI), tenue à Maputo (Mozambique) du 23 au 25 août 2017, a été agressée verbalement et physiquement par son homologue marocain. Le gouvernement du Mozambique a exprimé son indignation face au comportement (agressions verbales et physiques) de la délégation marocaine à l'égard de celle de la RASD et à la pagaille provoquée par les Marocains à l'ouverture des travaux de ladite réunion, qualifiant ces comportements de «violation inacceptable des principes régissant la diplomatie et des engagements internationaux». La délégation sahraouie a pu assister à la réunion ministérielle en dépit de toutes les tentatives et provocations marocaines. R. M.



Corée du Nord

Poutine refuse «l'hystérie militaire» pour contrer Pyongyang

■ Deux jours après un puissant essai nucléaire en Corée du Nord, Vladimir Poutine a fermement mis en garde hier contre toute «hystérie militaire» pour contrer le régime de Kim Jong-Un, agitant la menace d'une «catastrophe planétaire» face aux États-Unis qui ont évoqué «une réponse militaire massive».

Par Rosa F.

Au moment où Washington réclame les mesures «les plus fortes possibles» pour sanctionner Pyongyang, le président russe s'est aussi dit opposé à de nouvelles sanctions, les jugeant d'avance «inutiles et inefficaces». «La Russie condamne ces exercices de la Corée du Nord», qui a revendiqué dimanche l'essai réussi d'une bombe H. «Nous estimons que ce sont des provocations. Mais le recours à n'importe quelles sanctions dans ce cas est inutile et inefficace», a martelé M. Poutine depuis la Chine, où il a assisté au sommet des puissances émergentes des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

Suite à ce sixième essai nucléaire de Pyongyang, le plus puissant à ce jour, les États-Unis, avec leurs alliés européens et japonais, ont annoncé lundi négocier de nouvelles sanctions sévères à l'ONU contre la Corée du Nord mais la position de Pékin et Moscou, dotés d'un droit de veto, restait incertaine.

Les Nord-Coréens «ne vont pas renoncer à leur programme (nucléaire) s'ils ne se sentent pas en sécurité. Il faut (donc) cher-



PH. D. R.

cher à lancer un dialogue entre toutes les parties intéressées», a plaidé Vladimir Poutine.

Il a en revanche fustigé toute éventuelle réponse militaire, une option que Washington n'a pas exclue : «S'engager dans une hystérie militaire n'a aucun sens,

c'est un chemin qui mène à l'impasse», a insisté le chef du Kremlin. «Tout cela peut aboutir à une catastrophe planétaire et à un grand nombre de victimes», a-t-il prévenu.

M. Poutine semblait rejoindre la position défendue par Pékin, qui prône une «résolution pacifique» de la crise nord-coréenne et la reprise de pourparlers avec le régime de Kim Jong-Un. A l'opposé, le président américain Donald Trump, qui avait promis le mois dernier à Pyongyang «le feu et la fureur» s'il poursuivait ses menaces envers Washington, a jugé dimanche que désormais «tout discours d'apaisement ne fonctionnera pas». En réponse au test nucléaire de dimanche, la Corée du Sud a dès lundi lancé des manœuvres terrestres à tirs réels et la marine sud-coréenne a fait de même hier dans l'espoir de dissuader Pyongyang de toute provocation en mer.

Un nouveau train de sanctions présenté par Washington, le huitième, sera négocié dans les prochains jours avant une mise au vote du Conseil de sécurité le 11 septembre, a annoncé lundi à New York l'ambassadrice américaine auprès des Nations Unies, Nikki Haley. Début août, les dernières résolutions sanctionnant Pyongyang, comme à chaque fois plus sévères que les précédentes, avaient été adop-

tées à l'unanimité des 15 membres du Conseil de sécurité.

Selon des sources diplomatiques, les nouvelles mesures en négociations cette semaine pourraient concerner le pétrole, le tourisme, le renvoi dans leur pays de travailleurs nord-coréens expatriés, et des décisions sur le plan diplomatique.

La bombe à hydrogène que Pyongyang a fait exploser dimanche avait une puissance estimée à 50 kilotonnes, soit cinq fois plus que le précédent test nord-coréen, et plus de trois fois plus que la bombe américaine lâchée sur Hiroshima en 1945, selon des responsables sud-coréens.

La Corée du Nord pourrait avoir désormais la capacité de mettre une bombe atomique sur un missile pouvant toucher les États-Unis, mais les Occidentaux n'en ont pas la certitude absolue à ce stade.

Les États-Unis ont menacé dimanche le Nord d'une «réponse militaire massive» au cas où il menacerait leur territoire ou celui de leurs alliés, tout en affirmant que Washington ne recherchait pas «l'anéantissement total» du pays reclus.

Afghanistan

Les autorités doivent doubler les forces spéciales pour contrer les talibans

Ils sont le meilleur des forces afghanes, leur arme de pointe et leur bouclier, au risque d'être sur-exploités par une armée aux abois. Les effectifs des forces spéciales doivent doubler, selon le plan officiel, pour enrayer la progression des insurgés. Au Camp Morehead, une ancienne base soviétique puis talibane dans une vallée au sud de Kaboul, les officiers sont prêts au défi. Le centre d'entraînement des forces spéciales (SF) en Afghanistan accueille 800 à 900 recrues, sélectionnées parmi la troupe pour leurs aptitudes physiques et leur détermination à porter l'écusson bordeaux des «commandos». Elles seront bientôt en première ligne dans la guerre contre les insurgés, que le président américain Donald Trump a promis de remporter en déployant jusqu'à près de 4 000 militaires américains supplémentaires. Une présence renforcée qui contribuera à une meilleure formation dans les écoles militaires, estime le général John Nicholson, chef de l'opération de l'Otan en Afghanistan. «Les talibans ne peuvent pas gagner sur le terrain», assure-t-il. Quoiqu'il en soit, les jeunes recrues «ont intérêt à être en

base – l'anonymat est requis – en désignant le cirque de pics jaunes qui ensere le camp. «Il leur fallait courir tout autour avec un sac de 25 kilos sur le dos. Et retour». Ceux qui ont franchi la barre trottent aujourd'hui sur le terrain de tir de la «School of Excellence», lance-roquettes RPG-7 à l'épaule, sous un soleil de plomb. Les instructeurs, Afghans, sont eux-mêmes supervisés par des forces spéciales de la coalition déployée par l'Otan. Après 14 semaines, ils seront envoyés comme «commandos» (l'élite) aux avant-postes du danger. Les meilleurs – qui doivent savoir lire et écrire dans une armée largement illettrée – reviendront parfaire leur formation cinq semaines, la «super-élite» des forces spéciales, précise le colonel Ahmad Zabihullah, leur commandant opérationnel. Depuis le retrait de la majorité des forces étrangères fin 2014, les forces spéciales servent de rempart contre les talibans et autres groupes islamistes, chaque fois qu'une ville est menacée ou un bâtiment attaqué, en particulier la nuit. Ils sont les seuls formés pour. «Ce n'est pas que l'armée est sous-financée», s'agace un général américain sous réserve d'anonymat. «Les SF ont un équipement

spécial bien sûr, mais s'ils sont si bons, c'est qu'ils sont entraînés par certaines des meilleures forces spéciales du monde». «Déployés, ces gars-là ne perdent jamais. Doubler leurs capacités aura un réel impact : les talibans s'en inquiètent, on le sait», affirme-t-il. Mais à force de les voir jouer les pompiers tout-terrain, de Kunduz (nord-est) au Helmand (sud), leurs officiers et ceux de la coalition internationale se sont inquiétés de leur surexploitation: alors qu'ils représentent 6 à 7% des forces afghanes, ils conduisent près de 80% des offensives, relèvent-ils. Le gouvernement contrôle à peine 60% du territoire afghan (234 districts sur 407), le reste est sous l'influence ou sous la coupe des insurgés. Or ils servent de troupes de choc à une armée à la peine, hâtivement formée pour le soldat ou policier de base, au moral rongé par les pertes, colossales – 2 500 tués de janvier à mai et plus de 4 000 blessés –, et par la corruption des officiers. «La principale différence avec nous, c'est la formation et l'équipement», analyse le major Nasibullah, 34 ans, entraîneur des commandos de police sur une base adossée à l'aéroport de Kaboul.



Points chauds

Préparation

Par Fouzia Mahmoudi

Si le monde a en ce moment les yeux rivés sur le conflit qui oppose les États-Unis et la Corée du Nord, au Proche-Orient Israël se prépare à un possible nouveau conflit avec le Hezbollah libanais. En effet, l'armée israélienne va mener, à partir de cette semaine, un vaste exercice simulant une confrontation avec le mouvement libanais Hezbollah, les plus importantes manœuvres de ce genre en près de 20 ans, ont annoncé des militaires. Cet exercice va permettre de simuler «les différents scénarios que nous pourrions avoir si nous affrontons le Hezbollah», a déclaré une source de défense. Des dizaines de milliers de soldats dont des réservistes prendront part à ces manœuvres qui mobiliseront également des avions, des navires et des sous-marins, selon une autre source militaire. L'armée simulera la mise en place de deux hôpitaux de campagne et expérimentera de nouvelles technologies comme des camions ou des hélicoptères sans pilote pour des évacuations. Les préparatifs ont commencé il y a un an et demi. Le dernier exercice militaire de cette ampleur remonte à 1998, quand l'armée israélienne avait simulé une guerre avec la Syrie. Israël et les États-Unis accusent le mouvement chiite libanais d'accumuler des armes à la frontière avec Israël afin de préparer une nouvelle guerre. L'État hébreu a mené une guerre contre le Hezbollah pendant un mois à l'été 2006, tuant plus de 1 200 Libanais dont la plupart étaient des civils. Côté israélien, 160 personnes, dont une grande majorité de soldats, avaient trouvé la mort. Reste à savoir si Israël, dans le contexte mondial actuel, est prêt à débiter un nouveau conflit, avec son lot de morts et de blessés, surtout du côté des opposants à Israël, ou si la raison l'emportera et les dirigeants israéliens se garderont de se lancer dans des guerres inutiles alors que tant de conflits armés agitent le monde aujourd'hui. Il est à espérer aussi que Donald Trump soit trop occupé à régler ses comptes avec Pyongyang pour se mêler de la situation en Israël et envenimer les choses et à pousser ses alliés israéliens à provoquer une guerre inutilement.

F. M.



«Layali El andalous»

La musique andalouse à l'honneur

■ Les mélomanes de musique andalouse sont en rendez-vous à partir de jeudi et jusqu'au 23 septembre courant avec de belles prestations musicales animées par des artistes de renom accompagnés par des musiciens de six associations artistiques. C'est dans le cadre de la quatorzième édition de «Layali El andalous» que cet événement organisé par l'association Arts et culture que les participants interpréteront des textes inédits et d'autres connus.

Par Abla Selles

La musique andalouse s'impose de plus en plus dans notre société offrant aux jeunes comme aux adultes le plaisir d'assister à des spectacles de haute facture et de côtoyer des artistes de renom. Pour le mois courant, les mordus de la musique andalouse seront gâtés avec des spectacles de cette musique ancestrale. En effet, c'est dans le cadre de la quatorzième édition de «Layali El andalous», organisée par l'association Arts et Culture que les Algérois pourront assister à des prestations d'artistes de renom à l'image de Lila Borsali, Hamidou, Zakia Kara Terki, Jihane Houari, M'hamed Yacine et Hiba Zahri. Ces artistes seront accompagnés par des associations ayant

prouvé leur talent en Algérie comme à l'étranger. Il s'agit de l'association «Les Beaux Arts», Mezghana, Gharnatia, El Djanadia, El Djazira et Kortoba. Prévu du 7 au 23 septembre courant à Alger, la quatorzième édition de «Layali El andalous», organisée par l'association Arts et Culture, sera ouverte à la salle Ibn Khaldoun avec un spectacle animé par l'interprète de musique andalouse Lila Borsali. Accompagnée par la classe supérieure de l'association «Les beaux-arts», cette artiste qui a réussi dans un laps de temps à se faire un nom sur la scène artistique algérienne et maghrébine interprétera les plus beaux textes de ce patrimoine ancestral. Connue par les noubas, Lila Borsali est aujourd'hui une des icônes de cette musique. Les

autres soirées prévues dans le cadre de cet événement seront organisées à l'école de musique de Kouba. Inaugurée le cinq juillet 2015, ce nouvel édifice occupe une surface de 6 880 m² dont 3 200 bâtis sur 4 étages. Des cours de piano, violon ou encore chaâbi ainsi que des séances de théâtre et de danse seront dispensés. Quant à la soirée de clôture, elle sera organisée à la salle Ibn Khaldoun. Elle sera animée par l'artiste Hamidou qui sera accompagné par les musiciens de l'association Mezghana.

Il est à noter que la manifestation lyrique «Layali El andalous» assure un espace d'échange artistique entre professionnels et amateurs de la musique andalouse. Elle réunit aussi les mélomanes de ce genre musical



Ph. > D. R.

autour des artistes ayant toujours de belles surprises à leurs fans. A.S.

Théâtre régional d'Oran

Une forte présence sur les réseaux sociaux

Le théâtre régional d'Oran «Abdelkader-Alloula» (TRO) s'est doté lundi de sa propre chaîne TV en ligne à l'effet de consolider son rapprochement du public, a indiqué le directeur de cette structure culturelle.

«La chaîne TV du TRO est accessible à partir de lundi soir sur le site d'hébergement de vidéos Youtube», a précisé à l'APS Mourad Senouci, soulignant que les visiteurs y trouve-

ront plusieurs informations sur les activités de l'établissement.

«Les visiteurs ont accès au répertoire du théâtre en photos et vidéos, avec des passages filmés de plusieurs pièces produites par le TRO», a-t-il fait savoir.

«Cette initiative donne le ton à une série d'actions en faveur du public», a-t-il soutenu, annonçant à ce titre le lancement, samedi prochain, d'une nouvelle

page «complète et dynamique» du TRO sur le réseau social Facebook. La semaine prochaine verra encore l'enrichissement du contenu du site Web du TRO qui proposera une visite virtuelle à l'intérieur de l'établissement, des fiches techniques des spectacles, et la présentation de portraits d'artistes. En se mettant au diapason des nouvelles technologies de l'information et de la communication, le TRO escom-

te ainsi susciter davantage d'intérêt public pour le 4^e art national. «C'est aussi un moyen de préserver la mémoire du patrimoine légué par les grandes figures du théâtre», a fait valoir Mourad Senouci. D'autres dispositions ont été prises au plan organisationnel et logistique pour la couverture vidéo des différentes activités qu'organisera le TRO, a-t-il signalé. L.B.

Festival du film africain «Africlap» en France

«Chroniques de mon village» de Karim Traïdia primé

Le long métrage de fiction «Chroniques de mon village» du réalisateur Karim Traïdia a reçu dimanche soir le grand prix du 4^e Festival du film africain «Africlap» qui s'est tenu dans la ville française de Toulouse, a-t-on appris auprès du jury du festival.

Le film algérien a reçu ce prix ex-aequo avec le film «Wallay» du

réalisateur burkinabé Berni Goldbat.

Le jury de cette manifestation, qui comptait le réalisateur algérien Hamid Benamra, a attribué une mention spéciale au réalisateur marocain Jawad Rhalib pour «*Insoumise*». La catégorie du court-métrage, marquée par la participation de «*Lmudja*» de Omar Belkacemi et «*Le jardin*

d'essai» de Dania Reymond, a vu la consécration du film «*La face cachée du père Noël*» du réunionnais Laurent Pantaléon et de «*Barwita*» de la tunisienne Jaziri Sana qui a reçu une mention spéciale du jury.

Le volet documentaire, qui ne comptait aucune œuvre algérienne en compétition, a été clôturé par l'attribution de grand

prix à «*L'africain voulait voler*» de la réalisatrice gabonaise Samantha Biffort. Organisé depuis 2014 par l'association éponyme, le festival «Africlap» est dédié au cinéma africain, considéré par les organisateurs comme une nouvelle forme d'oralité adoptée par des conteurs contemporains. F.H.

Maléfique 2

Angelina Jolie promet une belle suite

Angelina Jolie fait actuellement le tour des festivals avec sa dernière réalisation : «*D'abord, ils ont tué mon père*». Bientôt, la comédienne et cinéaste sera de retour devant la caméra, notamment pour la suite du succès surprise «*Maléfique*».

Absente des écrans depuis sa dernière réalisation «*Vue sur mer*» (2015) – dans lequel elle donnait aussi la réplique à son ex-mari Brad Pitt – Angelina Jolie promet d'être de retour sur grand écran prochainement. De passage au Festival du Film de Telluride pour présenter «*D'abord, ils ont tué mon père*», sa dernière mise en scène, la comédienne a déclaré au site Deadline s'être déjà mise au travail sur le scénario de «*Maléfique 2*».

«*Je suis désormais le gagne-pain de la famille, alors qu'il est temps que je revienne*», a-t-elle d'abord ironisé avant de préciser : «*Nous sommes au travail sur le scénario et la suite promet d'être vraiment forte*». Angelina Jolie aurait-elle renoncé à faire partie du Dark Universe de la Universal, dans lequel elle devait incarner «*La Fiancée de Frankenstein* ?»

Will Smith en Génie, Emma Watson en Belle... 35 stars transformées en personnages Disney au cinéma. A en croire le box-office, il est plus urgent de donner suite à «*Maléfique*», succès surprise des studios Disney en 2014, qu'au reboot des Universal Monsters dont le premier volet («*La Momie*»

avec Tom Cruise) a plutôt déçu. 758 millions de dollars pour le Disney en live-action contre 407 millions pour le blockbuster d'aventure... Le choix semble fait.

Dans «*Maléfique*», Angelina Jolie incarne la sorcière de «*La Belle au Bois Dormant*» qui, après avoir été trahie, jette une malédiction sur Auroré, la fille du roi. Mais lorsque l'enfant grandit, Maléfique comprend qu'elle détient probablement la clef de sa propre rédemption. Aucune date de sortie n'a encore été révélée pour «*Maléfique 2*», ni même si le réalisateur du premier volet, Robert Stromberg, sera à nouveau aux commandes. R.I.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle Ibn-Khaldoun (Alger-Centre)

Jeudi 7 septembre à 19h30 : Concert de Lila Borsali. La soirée verra la participation, en première partie, de l'association Les Beaux-Arts d'Alger. Vendredi 8 septembre à 19h30 :

Concert des groupes ayant participé à la formation «La musique, de la production à la scène», dispositif d'accompagnement et de professionnalisation destiné aux groupes émergents de musiques

actuelles, organisée à Alger par l'IFA (Institut français d'Algérie), l'Aarc (Agence algérienne pour le rayonnement culturel) et le centre musical FGO-Barbara de la ville de Paris. Ces groupes sont : The Pertur-batteurs Band (Béjaïa), Dimastand (Béchar), NR2 (Alger), Smoke (Constantine), Tissiliwen (Djanet), Clé 13 (Jijel). Réservations : concertnouveaux Talents2017alger@if-algerie.com

Institut français d'Alger (Alger-Centre)

Jeudi 14 septembre à 19h30 : concert de chanson française, avec François Morel et Antoine Sahler. Réservation à l'adresse suivante : chansonfrancaiselavie2017.alger@if-algerie.com

Galerie Asselah (39, rue Asselah-Hocine, Alger-Centre) Jusqu'au 15 septembre : exposition de peinture de l'artiste peintre Mourad Tiaicht.

Centre Culturel Mustapha-Kateb (5, rue Didouche-Mourad, Alger-Centre) Jusqu'au 14 septembre : exposition collective d'artisanat.



Coup-franc direct

Quand le ridicule ne tue pas !

Par Mahfoud M.

Un média audiovisuel fait tellement dans la dénigrement de l'actuel président de la FAF, Zetchi, qu'il a versé complètement dans le ridicule. Ainsi, ce média a indiqué qu'un malaise est ressenti en EN et que certains joueurs pensent à se retirer définitivement de la sélection à cause de Zetchi, ce qui arrangerait les affaires de ce dernier qui fera en sorte de les remplacer par les joueurs de son club le PAC pour pouvoir mieux les vendre en Europe. Plus ridicule que cela tu meurs ! Peut-on vraiment aligner des joueurs, leur donner la chance d'évoluer en EN et espérait les vendre même s'ils sont nuls ? Combien de joueurs locaux dont le niveau laisse à désirer ont évolué en équipe nationale ? Cela leur a-t-il permis pour autant d'être transférés en Europe ? Comment est-on arrivé à un tel niveau de déliquescence ? D'autres se sont même permis de parler de la fortune du président de la FAF alors que tout le monde sait qu'il gère en compagnie de ses frères une entreprise familiale et que cela date de longtemps. En fait, Zetchi dérange car certains sont encore accrochés au rêve, voire au mirage de l'ancien bureau qui ne voyait pas loin que le bout de son nez, et pensait aux résultats immédiats alors que l'actuel boss de la Fédération est venu pour un projet qui devra se concrétiser sur le long terme pour la relance de la balle ronde nationale. **M. M.**

Ligue 1 Mobilis (2^e journée)

NAHD-USMA se jouera au 20-Août 55

LE MATCH NA Hussein-déy - USM Alger comptant pour la deuxième journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, programmé une première fois au stade Mustapha-Tchaker de Blida, se jouera finalement au stade du 20-Août 1955 d'Alger, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP) lundi. Ce changement est intervenu suite aux réclamations du club nahdiste qui, devant l'indisponibilité du stade du 5-Juillet 1962 d'Alger, a catégoriquement refusé de jouer

ce derby ailleurs qu'au stade du 20-Août 1955 d'Alger. Par ailleurs, si la date de déroulement de la rencontre n'a pas subi de changement, le coup d'envoi a été avancé à 17h00 (au lieu de 17h45) alors que le match entre la réserve des deux formations se jouera sur le même terrain, à partir de 14h00. Lors de la première journée, l'USM Alger a battu Paradou AC (2-1), tandis que le NAHD s'est incliné devant le CS Constantine sur le score de 3 à 1.

Championnat d'Afrique de handball (U-20/filles)

18 joueuses retenues pour le rendez-vous ivoirien

L'ENTRAÎNEUR de l'équipe nationale de handball féminine des moins de 20 ans (U-20), Rabah Graïch, a retenu 18 joueuses en vue du 24^e Championnat d'Afrique des nations de la catégorie prévu du 4 au 10 septembre à Abidjan (Côte d'Ivoire), a annoncé lundi la Fédération algérienne de handball (FAHB) sur sa page officielle sur Facebook.

La Liste comprend le nom d'un seul élément évoluant à l'étranger, à savoir Bourouïla Ines Kenza Messaouda, sociétaire de Paris Sport Club (France), alors que les autres joueuses évoluent dans différents clubs algériens.

La délégation algérienne s'envole ce lundi à 18h00 à destination d'Abidjan, alors que l'équipe nationale débutera mardi la compétition face à la Côte d'Ivoire.

Le tournoi qui regroupe l'Algérie, l'Angola, l'Egypte, la RD Congo, la Côte d'Ivoire, le Mali, et le Cap Vert, se disputera en mini-championnat dont le premier au classement sera sacré champion.

Liste des joueuses retenues : Gardiennes de buts : Aït Chaït Amira (NRB Hammamet), Bouguermouh Assia (JS Awzlaguen), Miloudi Amira

(GS Pétroliers

Joueuses de champ : Hadj Hamou Romaisa, Bensalem Amina, Ferkatadji Aida, Derradj Imène, Belouchrani Feriel (HBC El Biar), Aouine Dahbia, Mohamed Benkada Raouda (AHB Oran), Benmoudether Selma, Benmoudether Karima (CF Boumerdes), Aït Yahia Malika (JS Awzlaguen), Dimya Ikram (NRKG Alger), Khelfaoui RABAH Meriem (NRB Hammamet), Mohand Amer Manel, Kharoubi Nadjet (HHB Saïda), Bourouïla Ines Kenza Messaouda (Paris Sport Club/ France).

Equipe nationale

La stabilité, seul gage de réussite

■ Alors que le coach espagnol Lucas Alcaraz est acculé de toutes parts par les fans des Verts excédés par le rendement de la sélection lors du dernier naufrage en Zambie, d'aucuns pensent qu'il est trop tôt de parler de limogeage.

Par Mahfoud M.

En effet, le président Kheireddine Zetchi lui a renouvelé son soutien et déclaré qu'il ne pensait même pas à cette éventualité, sachant que le technicien ibérique avait été engagé avec un contrat programme et que son premier objectif était de faire qualifier l'EN à la phase finale de la CAN 2019. Il faut savoir que personne ne lui avait parlé de qualifier l'EN à la phase finale du Mondial étant donné que les Verts avaient déjà hypothéqué leurs chances bien avant son arrivée, à savoir lors du premier et deuxième matchs avec un nul face au Cameroun et une défaite face au Nigeria. En fait, si cela pouvait vraiment se réaliser cela serait un bonus pour lui, puisque dans le contexte dans lequel se trouve le football national, il faudra toute une refonte pour espérer le ressusciter, sachant que rien ne s'est fait à la base et qu'il faudra encourager la formation et inciter les clubs à faire confiance aux jeunes du cru pour relancer la balle ronde nationale. Il n'y



Alcaraz a le soutien de son président

a qu'avec la stabilité qu'on pourra vraiment faire quelque chose et réussir. La succession d'entraîneurs a été fatale au football national qui se retrouve justement dans cette situation parce qu'on changeait continuellement de coach. Alcaraz sera jugé après avoir eu tous les éléments en sa possession et assez de temps pour bien entreprendre son travail, surtout qu'il ne

connaît pas encore les rouages de notre football et se devra donc d'observer un maximum de joueurs, que ce soit dans le pays ou à l'étranger. En parallèle, il devra être aidé par la DTN qui fera un travail soutenu afin de trouver les éléments qui pourraient donner ce plus qu'on attend d'eux.

M. M.

Serie B italienne

Bennacer joue avec Empoli

Le milieu international algérien, Ismaël Bennacer, a signé dimanche soir sa première titularisation sous les couleurs de sa nouvelle formation d'Empoli lors de la réception de Bari (3-2) en match comptant pour la 2^e journée du championnat italien de football de deuxième division (Serie B). Le jeune joueur algérien de 19 ans a joué 71 minutes avant de céder sa place en seconde période à son coéquipier Miha Zaj. Lors du

premier match de la saison sur le terrain de Ternana (1-1), Bennacer est entré en cours de jeu (63'). Le milieu algérien s'est engagé en août dernier avec la formation italienne en provenance d'Arsenal (Premier league anglaise) pour un contrat de quatre saisons. Il a évolué la saison dernière pendant six mois à Tours FC (Ligue 2 française) à titre de prêt, prenant part à 16 matchs pour un but marqué. Avec Arsenal, il a

toujours évolué avec les moins de 23 ans (U-23) à l'exception d'une seule apparition avec l'équipe première dirigée par le Français Arsène Wenger. Il avait été appelé à la dernière minute en équipe nationale pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 qui s'est déroulée au Gabon, en remplacement de Saphir Taïder, forfait pour blessure, sans pour autant jouer la moindre minute.

Tennis /Circuit ITF juniors «Smash Academy»

Youcef Rihane sort au premier tour

LE TENNISMAN algérien Youcef Rihane a été éliminé lundi, au premier tour du tournoi international juniors «Smash Academy», organisé du 4 au 8 septembre au Caire (Egypte), après sa défaite par deux sets à zéro contre le Brésilien Mateus Alves. Le jeune international de 16 ans s'est incli-

né sur le score de (6-2), (6-2). «Youcef était en tournée en Europe et il avait cumulé plusieurs matchs au cours des dernières semaines. Il était donc très amoindri en se présentant au tournoi de la Smash Academy» a expliqué à l'APS le père de l'athlète, Aziz Rihane, ajoutant que c'est ce

«manque de fraîcheur physique» qui a fini par lui être fatal. Rihane (42^e mondial) avait directement intégré le tableau final de ce tournoi de grade 2, tout comme le Brésilien Mateus Alves qui, de par son bon classement (141^e mondial) avait évité les tours qualificatifs.

DRB Tadjenant

Kamel Mouassa à la barre technique

Le technicien Kamel Mouassa est devenu le nouvel entraîneur du DRB Tadjenant, en remplacement du Français François Bracci, limogé, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football dimanche soir sur sa page officielle sur Facebook. Mouassa reste sur une expérience «positive» avec le MC Alger, qu'il a qualifié pour les quarts de finale

de la Coupe de la Confédération africaine (CAF) en plus d'une position de vice-champion d'Algérie lors du précédent exercice du championnat. Le natif de Guelma a dirigé lundi sa première séance d'entraînement qui s'est déroulée au stade de Lehoui-Smail, à quelques jours de la réception du CS Constantine vendredi prochain dans le cadre de la 2^e journée de

la compétition. Le «Difaâ» a réalisé une bonne opération lors de la journée inaugurale, disputée le week-end du 25 et 26 août en damant le pion en déplacement à l'Olympique Médéa (1-1). Bracci est devenu le premier entraîneur à «sauter» de la saison, laissant la porte ouverte à d'autres éventuels limogeages alors que le championnat n'est qu'à ses débuts. En pleine période

de d'intersaison, l'entraîneur du nouveau promu l'USM Blida, Farid Zemiti, a démissionné de son poste contestant «la lenteur de la direction à régulariser la situation financière des joueurs». Il a été remplacé par Samir Boudjaârane qui a échoué lors de son premier match en s'inclinant sur le terrain du MC Oran (3-0).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Mostaganem

Mise en échec de deux tentatives d'émigration clandestine

LES SERVICES de la Gendarmerie nationale ont déjoué, durant ces dernières 48 heures, à Mostaganem, deux tentatives d'émigration clandestine impliquant au total 23 personnes, a-t-on appris hier à Oran de ce corps sécuritaire. Dans la soirée de lundi et agissant sur renseignements, les gendarmes de la section de sécurité et d'intervention de Benabdelmalek-Ramdane ont interpellé, à hauteur de la plage El-Dekara, quinze personnes qui s'apprétaient à regagner clandestinement les côtes espagnoles à bord d'une embarcation. La veille (dimanche), les gendarmes de la compagnie de Mostaganem ont appréhendé huit autres candidats à l'émigration clandestine qui voulaient atteindre les côtes espagnoles à bord d'une embarcation. M. L.

Tizi Ouzou

Une fillette meurt étouffée en avalant de la viande

UNE FILLETTE est décédée avant-hier en avalant un morceau de viande au village Djebba, dans la commune de Ouaguenoune (20 km à l'est de Tizi Ouzou), avons-nous appris de sources locales. Après avoir avalé le morceau de viande, l'en-

fant a présenté de grandes difficultés respiratoires et perdu connaissance. Malgré son évacuation rapide vers l'hôpital de la localité, les médecins ne sont pas parvenus à la ramener puisqu'elle a rendu l'âme en cours de route. H. M.

Ain Smara/Constantine

Un mort et 3 blessés dans un accident de la circulation

UNE PERSONNE a trouvé la mort et trois autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu lundi après-midi dans la commune d'Ain Smara (sud-ouest de Constantine), a-t-on appris hier auprès de la Protection civile. L'accident s'est produit à proximité de la station de service Ouest de la commune d'Ain Smara (daïra d'El Khroub), a précisé la source, détaillant qu'un camion et un véhicule de tourisme sont entrés en collision, causant la mort, sur place, d'une jeune fille âgée de 25 ans, pas-

sagère du véhicule. La dépouille a été acheminée par les éléments de ce corps constitué vers la morgue de l'hôpital Abdelkader-Bencherif de la nouvelle ville Ali-Mendjeli, selon la même source. Le même accident a également provoqué des blessures de divers degrés à 3 autres jeunes hommes qui étaient à bord du camion, ajoute la même source. Les personnes blessées ont été évacuées vers le même établissement de santé après les premiers soins prodigués par des médecins pompiers, a-t-on souligné. K. L.

Electricité/gaz

Changement des horaires d'ouverture des agences de la SDA

LA SOCIÉTÉ de distribution de l'électricité et du gaz d'Alger (SDA) va opérer un changement dans les horaires d'ouverture de ses agences commerciales et ce, à partir du jeudi 7 septembre, a indiqué hier un communiqué de la société. Ainsi, la SDA a précisé que ses agences commerciales ouvriront du samedi au

mercredi de 8h00 à 16h30. Pour ce qui est du jeudi (espaces Caisses, accueil et conseil), les horaires d'ouverture seront de 8h00 à 12h00, a ajouté la même source. A cet effet, la SDA a mis à la disposition de sa clientèle le numéro de son centre d'appel, qui est le 3303, pour de plus amples informations. B. T.

Chorfa/Bouira

Ouverture d'une enquête après le décès d'une parturiente de 19 ans

UNE ENQUÊTE a été ouverte hier par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes du décès d'une parturiente âgée de 19 ans suite à des complications survenues après son accouchement à Chorfa (Est de Bouira), a-t-on appris de sources hospitalières. La parturiente a accouché chez une vieille sage-

femme exerçant à son domicile familial à Chorfa. Après avoir mis au monde son nouveau-né, la jeune parturiente avait eu des complications et devait être évacuée vers l'établissement public hospitalier Kaci-Yahia de M'chedallah pour des soins. «Malheureusement, la patiente a rendu l'âme avant d'arriver à l'hôpital de M'chedallah», a expliqué



Rentrée scolaire difficile

Akbou/ Béjaïa

Les habitants marchent «contre les ordures»

«Nous voulons mettre fin à cette catastrophe écologique et à ce spectacle hideux qu'offrent les décharges sauvages qui pullulent aux quatre coins des trois communes de cette daïra»...

Par Hocine Cherfa

La ville d'Akbou était paralysée hier matin. Elle a vécu au rythme d'une double action : une grève générale suivie d'une marche de protestation. Des centaines de personnes ont répondu à l'appel à la marche lancé par la coordination des comités des villages et quartiers des communes de la daïra d'Akbou. Les marcheurs sont venus des villages et quartiers des communes d'Akbou, lghram, Chellata, pour «dénoncer» le laxisme des autorités vis-à-vis de la situation dans laquelle sombre la région à cause de la dégradation de l'environnement depuis la fermeture de la décharge publique intercommunale par les habitants de Biziou et dire non à ce crime écologique et qu'Akbou ne mérite pas cela. Ils voulaient surtout dénoncer l'absence d'une solution provisoire puis définitive à cette crise que vit la région depuis trois années et qui s'est accentuée depuis quelques mois où la ville d'Akbou et ses environs sont envahis par les ordures et faire parler d'elle partout. «La santé publique est plus que jamais menacée et la mobilisation d'aujourd'hui se veut un nouveau cri d'alarme envers les autorités afin qu'elles réagissent pour trouver une solution adéquate à ce pro-

blème écologique, provoqué par la fermeture de la décharge publique de Biziou», selon un habitant. Et d'ajouter : «Nous voulons mettre fin à cette catastrophe écologique et à ce spectacle hideux qu'offrent les décharges sauvages qui pullulent aux quatre coins des trois communes de cette daïra». Notons que la marche s'est ébranlée depuis la place de la mairie vers le siège de la daïra où les protestataires ont déposé des sacs poubelles devant le portail de cette institution pour pousser le chef de daïra à réagir. Pour rappel, sur arrêté du wali les engins de la DTP ont nettoyé hier et avant-hier le centre-ville d'Akbou mais «les ordures s'entassaient dans la périphérie», regrettent-ils. Mais les protesta-

taires regrettent que cette décision ait touché uniquement le centre-ville et pas la périphérie et les communes voisines, en l'occurrence Chellata et lghram. «Akbou ne mérite pas cela», déclare un manifestant qui condamne «fermement» ce qu'il qualifie de «crime contre la nature». Et de rappeler la marche organisée le 27 août dernier pour réclamer la prise en charge de ce problème et la réouverture de la décharge intercommunale de Biziou en attendant une solution définitive, mais en vain. Les habitants de Biziou refusent de se plier aux appels des habitants d'Akbou, estimant que les engagements pris par les autorités de délocaliser la décharge n'ont pas été tenus. H. C.

Sûreté d'Alger

Arrestation d'une femme pour escroquerie de dizaines de hadjis

LA SECTION de lutte contre les atteintes aux biens relevant de la brigade criminelle de la circonscription-centre de la police judiciaire a procédé récemment à l'arrestation d'une femme pour escroquerie et usurpation de fonction, indiquent les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger dans un communiqué. La mise en cause qui se faisait passer pour la gérante d'une agence de voyages a escroqué des dizaines de hadjis à qui elle promettait des visas de voyage vers les Lieux saints afin d'accomplir les rites du Hadj. L'affaire fait suite à des plaintes déposées par trois citoyens auprès des services de la Sûreté pour avoir été victimes de fraude et d'escroquerie de la part d'une femme qui les a abordés tout près du siège du ministère des Affaires étrangères où elle leur a proposé son aide pour obtenir

un visa de voyage vers les Lieux saints contre un montant de 66 millions de DA, précise le communiqué. Les enquêteurs de la section ont pu identifier la mise en cause grâce aux caméras installées au niveau de l'une des agences de voyages à Alger, ajoute le communiqué. Après avoir mis en place un plan bien ficelé par la brigade criminelle, la suspecte a été arrêtée au niveau d'un carrefour à Alger suite à quoi elle a reconnu les faits retenus contre elle. Des passeports, des cartes de séjour, des actes de naissance et des formulaires de demande de visa pour le Hadj ont été récupérés à son domicile lors de la perquisition. La mise en cause a été présentée au procureur de la République territorialement compétent qui a ordonné sa mise en détention préventive, conclut le communiqué. (APS)